



**Récupération
populiste
du populaire**

ETUDE 2017 - 2018

Julien CHARLES

CESEP



Auteur

Julien CHARLES : sociologue, auteur du livre La participation en actes.

Editeur responsable : Eric VERMEERSCH
Centre Socialiste d'Education Permanente ASBL
RPM Nivelles 0418.309.134.
Rue de Charleroi, 47
1400 Nivelles

Mise en page : Anouk GRANDJEAN

Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution.
Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les mêmes conditions 4.0 International.



Avec le soutien de la Région wallonne, de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
de l'Europe et la Province du Brabant wallon



Table des matières

Introduction - 5

Doute et critique au travail - 9

- Entrer sur le terrain par des lieux communs - 10
- La communauté de travail - 12
- Autour de Grain de sable sous le capot - 13
- Discours syndicaux et critiques populaires - 15
- Conclusion intermédiaire - 17
- Quand le discours syndical devient lui-même un lieu commun

Des critiques populaires aux critiques populistes - 19

- La critique populaire, révélatrice des conventions bourgeoises du débat public - 20
- Peut-on réduire les exigences démocratiques à des injonctions arbitraires ? - 22
- Retour chez Caterpillar - 24
- L'attachement des partis populistes aux lieux communs - 26
- La face sombre du populisme : le refus des charges du public - 28
- Conclusion intermédiaire - 31
- Critique populaire, critique populiste et provocation

Ouvertures - 33

Bibliographie - 35

Introduction



Étymologiquement, la démocratie désigne l'exercice du pouvoir (*kratos*) par le peuple (*demos*). Le terme ne désigne pas la gestion du monde par la voie du consensus mais un pouvoir conquis et exercé par la masse, une égalité politique avec les aristocrates et les bourgeois qui, jusqu'il y a peu, n'ont reconnu des droits politiques qu'à eux-mêmes. « "Demokratia" est le nom de ce régime dans lequel le pouvoir est exercé par la masse des pauvres, tout à l'opposé de l'oligarchie, dans laquelle le pouvoir est détenu par la minorité des riches » (Dardot et Laval, 2016, p. 23). La volonté de fonder l'exercice du pouvoir dans le peuple est donc au fondement de la démocratie.

Aujourd'hui, par un virage à 180 degrés, le recours au peuple est devenu synonyme de mise en danger de la démocratie (ou plus précisément des institutions du gouvernement représentatif). A juste titre, les sciences sociales et les médias nous font régulièrement part de leurs inquiétudes à l'égard d'incarnations récentes du populisme, marquées du sceau de l'extrême droite¹ : *Nieuw-Vlaams Alliantie* (N-VA) en Belgique néerlandophone, *MoVimento 5 Stelle* en Italie (mouvement cinq étoiles), *Perussuomalaiset* en Finlande (le parti des vrais finlandais), *Front National* en France, *Tea Party* aux Etats-Unis, etc. La réflexion sur le passage du populaire au populisme pourrait être discréditée par une analyse des comportements électoraux, qui démontre par exemple que l'électorat du FN français n'est pas principalement issu des classes populaires (Collovald, 2004).

Quels que soient les électeurs de ces mouvements, il me paraît utile de comprendre comment ils parviennent à récupérer le populaire pour le convertir en populiste. En effet, des critiques populaires se font entendre dans l'espace public indépendamment de toutes dynamiques électorales et certaines d'entre elles sont récupérées sous forme de critiques populistes par ces mouvements (voir à ce propos la polémique autour des émissions animées par Benjamin Maréchal sur l'une des chaînes de radio publique en Belgique francophone). C'est pourquoi je propose de ne pas entrer dans la question par la voie des comportements de vote, ni des bases sociales ou idéologiques des organisations structurées en vue d'occuper le pouvoir étatique. Je réponds ainsi à l'invitation d'Ernesto Laclau (2005) qui suggère d'approcher le populisme en le considérant comme un rapport spécifique au politique (au sens de la coordination de la vie ensemble dans le monde et des mécanismes de limitation de l'exercice du pouvoir) et non nécessairement à la politique (au sens électoral). Je propose ici de prolonger sa démarche en portant attention aux soubassements communs des critiques populaires et des critiques populistes, en m'écartant temporairement de la forme "parti" pour y revenir en fin de discussion.

1. Plus récemment, Podemos en Espagne et La France insoumise se sont réappropriés positivement cette notion de populisme, en s'inspirant des travaux de Chantal Mouffe et d'Ernesto Laclau.

Je le ferai en partant d'un espace qui, il y a quelques décennies du moins, fut largement considéré comme lieu collectif populaire par excellence : l'usine. En revenant sur des observations menées dans un atelier de la ligne de production des chargeuses sur pneus de l'usine belge de Caterpillar, je m'attacherai à décrire la communauté de travail que j'y ai rencontrée. Je montrerai comment l'expression du doute ne relève que peu souvent de la forme canonique de la critique argumentée, compréhensible de tous et acceptable dans l'espace public. Dans la foulée, je prendrai distance avec les façons dont ces critiques sont classiquement saisies par la sociologie du travail, puis plus généralement par les sciences sociales du « populaire ». Par après, je m'approcherai d'objets plus classiquement reconnus comme populistes et montrerai leurs similitudes avec la communauté de travail identifiée chez Caterpillar (et au-delà). En conclusion, je considérerai avec attention les défis que lancent les critiques populaires à nos sociétés démocratiques, défis dont nous ne pouvons pas laisser la résolution dans les mains des seuls mouvements populistes.

Doute et critique au travail



Pour ouvrir la discussion sur le populaire, je prendrai appui dans les pages qui viennent sur une enquête réalisée en 2010-2011 dans l'usine belge du groupe Caterpillar (fermée depuis lors), localisée sur le territoire de Charleroi. Dans un premier temps, je détaillerai mon entrée dans l'atelier pour ensuite décrire le type de communauté de travail qui s'y observe. Je proposerai ensuite d'élargir le regard en faisant entrer dans la discussion le récit de Marcel Durand (2006), ouvrier spécialisé (OS) pendant ses 30 années sur les chaînes de montage des usines Peugeot de Sochaux (Paris). L'intérêt de son texte réside, entre autres, dans le ton qu'il emploie pour décrire les événements. Je mettrai ensuite ce récit en regard de celui rédigé par deux sociologues du travail ayant enquêté dans cette même entreprise, Stéphane Beaud et Michel Pialoux (1999), pour mieux comprendre les connexions et déconnexions entre communauté de travail et discours syndical.

Entrer sur le terrain par des lieux communs²

Les ouvriers travaillant en équipe du matin sont âgés en moyenne de 55 ans et engagés de longue date dans l'usine, sous contrat à durée indéterminée³. Nombre d'entre eux habitent la région où j'ai grandi et où je vis aujourd'hui. Mon père a d'ailleurs été ouvrier dans cette usine et j'ai moi-même fréquenté les mêmes écoles que certains de leurs enfants fréquentaient, pris les mêmes bus, fais mes courses dans les mêmes magasins, et cetera. Une part de ces lieux nous sont donc communs, bien que faisant l'objet d'attachements ou d'investissements personnels différents. Ils ont été fréquemment évoqués durant les six semaines qu'a duré l'enquête. Il ne s'agissait jamais d'en discuter longuement et d'évaluer leur impact sur nos parcours respectifs, mais plutôt de les mentionner régulièrement, de se rappeler mutuellement que l'on partageait "quelque chose" sans que cette chose ne doive être explicitée (elle aurait sans doute même été perdue dans l'explicitation, comme je le montrerai ci-dessous).

Dans ce cadre, les mêmes mots et les mêmes expressions étaient sans cesse employés pour décrire les mêmes histoires. "Parler pour ne rien dire" ou "de la pluie et du beau temps", "brasser du vent" ou "meubler" dit-on généralement pour dénoncer ces formes de communications alors jugées inutiles. Elles sont

2. Pour plus de détails sur la notion de lieux communs telle qu'elle est mobilisée ici, voir Thévenot (2015, voir aussi Thévenot et Kareva, 2018).

3. Je ne reviendrai pas ici sur les distinctions importantes à opérer entre les équipes du matin et de l'après-midi, anciens et nouveaux, travailleurs sous contrat de travail à durée indéterminée et temporaire (Charles, 2016).

méprisées parce qu'elles semblent ne rien véhiculer, qu'elles ne visent à produire aucune conséquence sur l'action, ne répondre à aucun intérêt, ne contribuer à aucun débat. Pourtant, au sein de la bourgeoisie, elles tendent à être qualifiées positivement et deviennent des "mondanités". Pinçon et Pinçon-Charlot (e.a. 2009) notent d'ailleurs que l'art de la conversation est une capacité hautement reconnue et valorisée dans l'espace social de la bourgeoisie française. Plus généralement, cette modalité de communication peut être rapprochée de ce que le linguiste russe Roman Jakobson (1963 et 1973) qualifie de « fonction phatique » d'un énoncé, laquelle est moins liée au contenu du message qu'à l'intention du locuteur d'entretenir de la relation avec les personnes auxquelles le message est destiné. Cette fonction du langage est donc insaisissable par l'analyse du contenu du message. Elle n'en est cependant pas moins importante : elle est d'ailleurs sans doute la première à être acquise par le jeune être humain qui communique avec son entourage direct pour créer et maintenir la relation et non pour faire preuve de son individualité, échanger des informations, exprimer une opinion ou défendre une conviction.

Pour revenir chez Caterpillar, notons que ces évocations régulières ont eu un effet bénéfique sur mon "intégration" dans l'équipe. Elles m'ont permis de prendre distance avec les exigences de clarifications contractuelles des relations avec les ouvriers auxquelles m'invitait le management. Ma personne de contact à la direction m'avait en effet suggéré de demander à chaque travailleur une autorisation écrite pour enregistrer les réunions participatives que je venais observer (pour plus de détails sur cette enquête, voir Charles, 2016). Ces conversations d'apparence anodines m'ont permis de m'engager dans une forme relationnelle plus proche de celle prévalant entre les anciens ouvriers eux-mêmes. La convocation régulière de ces morceaux de passé communs⁴ m'a aussi, plus fondamentalement, permis de comprendre les conversations des travailleurs, durant les pauses ou pendant le travail aux machines (par exemple quand ils mobilisaient quelques mots en wallon dans leurs échanges ou lorsqu'ils mentionnaient certains éléments de notre environnement commun sans procéder à la description qui aurait permis à quelqu'un qui y est complètement étranger de parvenir à saisir le sens de ces convocations).

4. Sur les effets de pouvoirs propres aux capacités ou incapacités à faire appel et se reposer sur le passé, voir Charles, 2012c.

La communauté de travail

Cette proximité m'a permis de percevoir un pan du travail auquel le personnel d'encadrement n'a pas directement accès. Comme je l'ai décrit ailleurs (Charles, 2012a), j'ai ainsi pu entendre des doutes et des mises en cause ne s'exprimant pas au cours des réunions quotidiennes qui rassemblent l'ensemble des ouvriers de la section et le contremaître. A titre d'exemple, tout en serrant un boulon, un ouvrier m'a fait part de son désaccord profond quant à la généralisation du recours aux heures supplémentaires : « faire des heures en plus, c'est empêcher les jeunes de trouver du boulot. Ils prennent leur place ceux qui font ça, je comprends pas ». Mais rien de semblable n'a jamais été énoncé dans les espaces officiels de participation directe des travailleurs au sein de la section.

Au fil de l'observation des activités, ce sont aussi des engagements familiaux dans le travail qui ont été perçus. Ils relèvent d'une forme d'appropriation de l'environnement de travail permettant de le saisir dans ses aspérités niées par les guides de montage et autres méthodes d'assemblage (Breviglieri, 2014). Cette dynamique de travail, ancrée dans *Ce que sait la main* (Sennett, 2010) plutôt que dans ce que croient savoir les managers, entraîne souvent un décalage important par rapport aux attentes formalisées par l'encadrement. C'est pourquoi ces écarts sont classiquement considérés comme « freinages » par l'encadrement, laissant sous-entendre une volonté de nuire à la productivité que je n'ai pour ma part jamais perçue dans l'usine durant l'enquête. La sociologie du travail tend généralement à partager cette analyse patronale, considérant ces écarts comme des actes de résistance (Bouquin, 2011 ; Corouge et Pialoux, 2011). La citation suivante en témoigne :

« Ces pratiques, loin d'être dérisoires, doivent être restituées dans leur logique sociale et dans leur cohérence, qui constituent une véritable culture d'atelier, opposant radicalement le "Nous" du groupe ouvrier et le "Eux" des autres, de ceux qui ne participent pas à cette culture, que l'on rejette violemment et dont on se moque (les "fayots", les chefs, les "cravates", c'est-à-dire les cadres) » (Beaud et Pialoux 1999, 35).

Sans négliger le bien-fondé de cette analyse inspirée du marxisme ni son potentiel critique, il faut percevoir qu'elle manque quelque chose. En réduisant tout ce qui se passe dans l'usine au système de domination capitaliste, cette grille de lecture empêche d'y saisir d'autres formes d'injustices, tout aussi inacceptables, comme le sexisme et le racisme (pire encore, on le verra, cela revient souvent à les tolérer dès lors qu'ils contribuent à vivifier la communauté ouvrière blanche et masculine).

Humblement, l'enquête ethnographique impose de reconnaître que les mises à distance de la norme managériale dans cet atelier (où la présence syndicale est relativement faible) tiennent plus souvent à une appropriation personnelle des tâches. Ancrée dans une pratique régulière de l'activité, elle impose de s'écarter des lignes de conduite imposées par les guides de montage pour prendre en compte les spécificités de l'environnement et de l'équipement auxquelles les ouvriers se sont habitués. C'est alors une autre forme de *communauté*⁵ de travail que celle de la classe ouvrière, où l'expression du moindre doute est considérée comme une mise en cause adressée à la classe des capitalistes. Le récit de Marcel Durand (2006), ouvrier l'usine où Beaud et Pialoux ont mené leur enquête permettra de préciser ce propos.

Autour de Grain de sable sous le capot

Parmi bien d'autres choses, Marcel Durand, l'auteur de *Grain de sable sous le capot* (2006) offre aux lecteurs l'accès à la description des « bruits à soi » utilisés pour communiquer dans son atelier, des usages personnels des outils qui s'y déploient, des habitudes de ses collègues directs. L'ouvrage regorge de petites histoires qui semblent innocentes au premier abord mais qui contribuent à une atmosphère de méfiance, à un doute latent à l'égard de l'autorité des managers, les "improductifs" comme il les nomme. Cette critique se perçoit dans le ton du livre plutôt que dans les mots eux-mêmes, elle n'est donc pas « publique » au sens où son accessibilité est limitée à ceux qui parviennent à saisir l'ironie de l'auteur en-deçà du sens conventionnel des mots qu'il utilise. Durand interroge en effet dans cet ouvrage des situations qui lui semblent problématiques sans jamais les qualifier d'injustes ni déployer d'arguments partageables avec une communauté politique élargie au-delà de ses collègues directs. Cela s'exprime, entre autres, dans sa définition des Cercles de Qualité :

« Méthode piquée aux Japonais qui consiste à réunir tous les ouvriers de l'équipe autour du capitaine-chef. Le but de la manœuvre est de nous

5. « Nominale, le terme communauté renvoie à ce qui est fait ou est vécu en commun, sans plus. Il ne fait rien d'autre (et c'est déjà beaucoup) que de ratifier le partage d'une situation. En indiquant la participation des êtres qui y prennent part, il signe leur manière d'y appartenir et leur façon de se rapporter les uns aux autres, en tant qu'ils tiennent compte de ce partage (qui peut être tout à fait circonstanciel et résolument ponctuel) et se doivent des choses les uns aux autres » (Stavo-Debaugé, 2010)

motiver, de nous faire travailler toujours plus et toujours mieux, avec le sourire et en disant merci pour ces saines courbatures. Le travail c'est la santé. Pouce. On joue plus à ce jeu de cons où c'est toujours le même qui gagne et les autres qui triment. Faut que j't'en cause, du "brie-fine" » (Durand 2006, 201).

Ces quelques mots, et particulièrement le jeu de mot final transformant la réunion (*briefing*) en fromage à pâte molle et croûte fleurie, relève de ce que je souhaite aborder avec l'idée de critique populaire. Si l'on y décèle indéniablement une forme d'expression du doute, il ne s'agit pas pour autant de reproches formalisés explicitement et rendus compréhensibles par un destinataire potentiellement universel, ce que le sociologue et philosophe américain George Herbert Mead (1934) appelait un "Autrui généralisé". Avec ce que l'on perçoit dans le récit de Durand et au sein de l'équipe des anciens chez Caterpillar, on est bien loin des exigences classiquement attribuées à la dénonciation (Boltanski, 1984) et à la justification publique (Boltanski et Thévenot, 1991). Il importe alors de remarquer la forme particulière de connivence entre énonciateurs et récepteurs qui soutient les expressions du doute que l'on constate dans ces deux espaces : il est requis que ces acteurs soient suffisamment proches l'un de l'autre pour parvenir à saisir le (double) sens du message, le contenu de ce dernier ne pouvant être réduit à son sens conventionnellement admis (qui s'incarne de façon très forte dans la définition proposée par un dictionnaire).

Plus généralement encore, ces critiques requièrent, alimentent et s'inscrivent dans une communauté particulière, bien éloignée de la "commune humanité" du modèle de la critique formalisé par Luc Boltanski et Laurent Thévenot (1991). Le collectif en question ne se fonde pas sur des principes généraux et formalisés (par exemple dans la Déclaration universelle des droits de l'homme) qui donnent lieu à des évaluations des personnes et de leurs interactions sur base de critères clairs et accessibles à tous. La communauté dont il est ici question repose plutôt sur des attachements qui, pour être reconnus par les pairs, doivent avant tout être personnels et sincères (Thévenot, 2015). Ses modalités d'évaluation sont alors plutôt fondées sur de l'implicite qui ne se perçoit que dans la complicité. Le pouvoir de cette mise en doute disparaît dès lors qu'il doit être explicité⁶. Il ne s'agit pas pour autant d'affirmer qu'il n'y a là aucun espace fertile à la critique, fondée sur ce qu'Isabelle Ferreras (2007) nomme "intuition de la justice démocratique au travail". Il n'en reste

6. Le cas de Benjamin Maréchal est ici éclairant : dès lors qu'il doit justifier publiquement le contenu de son émission, il parvient à faire preuve d'une mauvaise foi évidente et fuit face à ses responsabilités : il clôt systématiquement le débat en soutenant que ce qui lui est reproché n'a jamais été affirmé explicitement (et on ne peut pas lui donner tort sur ce point).

pas moins que si ces modalités du doute contiennent cette potentialité, particulièrement exploitée par le syndicalisme de lutte lorsque les militants sont présents dans l'atelier (comme on en prendra connaissance dans la section suivante), elles portent également en elles des potentialités moins enthousiasmantes, comme nous le verrons plus loin.

Discours syndicaux et critiques populaires

Dans l'espace public contemporain, les organisations syndicales évitent de recourir à ces modalités d'expression du doute (particulièrement lorsqu'elles sont amenées à formuler des critiques dans les espaces officiels de négociation collective). Dans ces espaces, les plaintes doivent être supportées par un travail de publicisation important pour être considérées comme légitimes, elles doivent parvenir à se couler dans les formes et les mots du droit (Stavo-Debaugue 2012). Mais dans l'espace de l'usine, les syndicalistes s'autorisent à jouer sur les deux registres, ce qui constitue sans aucun doute une force historique du mouvement ouvrier.

Au cours de l'une des premières pauses de midi passée chez Caterpillar, j'ai assisté à une discussion à propos de la répartition des primes salariales. Un ancien délégué syndical, ouvrier dans cette équipe, qualifie ces primes d'« injustes » et « inéquitables ». Ses collègues présents autour de la table ne le contredisent pas et partagent même avec lui leurs propres expériences de cette injustice. C'est par exemple le cas de Marco qui m'explique qu'il travaille correctement et avec attention depuis qu'il a été engagé. Mais il n'a reçu qu'une faible prime cette année. L'ancien délégué affirme que le seul tort de Marco est d'être membre d'une équipe où un excellent ouvrier rafle la mise. Marco me regarde et me dit : « Maintenant, je ne fais pas plus que mon boulot, mon travail et pas plus. J'essaie pas d'en faire plus comme avant ». Ajoutons que cette situation n'a jamais été dénoncée par les ouvriers de la section au cours des réunions quotidiennes animées par le contremaître. Au cours de celles-ci, aucun d'eux ne prend pas la parole pour dénoncer cette situation. Ils y font cependant entendre, ou plus précisément voir, une certaine forme de critique en répondant par le silence aux questions qui leur sont collectivement posées. Plus clairement encore, au cours de plusieurs des réunions ultérieures, Marco m'a regardé en mimant la fermeture d'une tirette à hauteur de sa bouche pour rendre visible son silence et s'assurer que je l'interprète correctement. Il marquait par là une forme de distance critique mais ne l'exprimait ni dans les cadres imposés par le manager, ni dans les formes de la revendication publique des organisations syndicales.

Hors de l'espace officiel de participation, les irritations des uns et des autres à propos des primes et d'autres choses sont collectées, discutées, explicitées et généralisées dans une critique plus large grâce à l'habileté de l'ancien délégué. Sa maîtrise de ces deux espaces sociaux permet d'entraîner les ouvriers qui le côtoient durant les pauses au passage de l'irritation à la dénonciation. Dans sa thèse de doctorat (qui n'est malheureusement pas éditée à ce jour), Gildas Renou (2012) rend compte avec précision de cet art du délégué syndical, fondamentalement nécessaire à la constitution d'une communauté militante ancrée dans l'espace de travail, fondée sur les attachements des uns et des autres à cet espace (au lieu de les dénoncer comme compromission avec le capital comme tendent à le formuler certains discours doctrinaires).

Le récit de Marcel Durand et ma propre enquête chez Caterpillar montrent que l'activité critique dans et autour du travail peut reposer sur une autre communauté que la classe ouvrière et s'adresser à une autre communauté que l'humanité (j'insiste à nouveau sur le fait qu'il s'agit d'une potentialité : elle peut également reposer sur cette classe ouvrière, être soutenue par cette conception politique et publique du travail). En regard des critiques portées par les syndicalistes classiques et par les sociologues du travail, celles de Marco et Marcel Durand s'adressent clairement à une communauté moins étendue. A l'image du « déclin du pouvoir syndical » dont parlent certains (e.a. Erickson et Mitchell, 2008), les critiques peuvent légitimement paraître elles-mêmes affaiblies. Elles ne s'expriment qu'indirectement, comme des allusions énoncées sur un ton ironique. Ce qui n'est pas sans poser quelques problèmes comme le notent, dans un tout autre contexte, Pinçon et Pinçon-Charlot (2011) : L'ironie (...) exprime en réalité leur refus d'une position dominée. Mais cette dénégation par la dérision interdit de prendre la mesure de tout le bénéfice social qu'apporte la participation à ces grand-messes de la bourgeoisie, nécessaires au fonctionnement collectiviste de ceux qui concentrent les richesses et les pouvoirs". La structure allusive de l'ironie et de la critique populaire introduit un écart aux conventions du débat public, écart qui rompt avec la grandeur de l'ambition d'un syndicalisme soucieux de bouleverser l'ordre mondial et de renverser le capitalisme. Ici, les choses ne sont pas mises à plat, énoncées, dépliées, justifiées en regard d'un idéal de justice. Pour autant, il me paraît réducteur de considérer ces critiques formulées à mi-voix comme une forme de « déclin » de la critique syndicale. Au contraire, suivant en cela à nouveau les analyses de Gildas Renou, je suis convaincu que c'est le déni de l'importance cruciale de cette part de l'activité critique qui a, entre autres choses, contribué à affaiblir l'activité syndicale sur les lieux de travail et dans l'espace public médiatique.

Conclusion intermédiaire

Quand le discours syndical devient lui-même un lieu commun

Au quotidien, dans l'usine, l'opposition entre patrons et ouvriers est évoquée la plupart du temps de façon sarcastique et vise le management intermédiaire, sans l'étendre jusqu'à la justification et la dénonciation publique des injustices de l'exploitation capitaliste. L'énonciation de cette opposition constitue parfois une voie à suivre pour prendre part à la communauté de travail, mais personne ne veille à ce qu'elle soit mobilisée au-delà de cette petite communauté, sur d'autres scènes, face à d'autres publics. Le syndicalisme est ainsi, au sein de la section étudiée, réduit à une forme de camaraderie. Au-delà de l'entreprise, il tend à cristalliser son action autour du respect du droit du travail et des droits afférents au statut de salarié. Entre ces deux tendances, peu d'acteurs sont aujourd'hui capables de tisser les ponts qui sont pourtant nécessaires pour refaire du syndicalisme un mouvement social de masse permettant de peser dans le "rapport de force".

Si ces lieux communs du discours syndical dans l'usine ne sont pas clarifiés publiquement, c'est sans doute par crainte ou « hantise » (Stavo-Debauge, 2009) qu'une discussion rigoureuse fasse disparaître l'unité du groupe et apparaisse dans l'usine les différences entre ouvriers attachés aux syndicats socialiste, chrétien ou libéral⁷. Redoutant la possibilité de l'implosion de la communauté, on se contente alors de petits mots et d'expressions partagées, pour faire venir le doute sans déployer la critique. Cet échange entre deux ouvriers dans l'atelier en témoigne :

Jean : Mais sois bien content, il y en a qui gagnent moins que toi.

Nicolas : Ouais, où ? Parce qu'avant on disait "t'as le salaire d'un éboueur" mais maintenant on est en-dessous du salaire d'un éboueur, on doit dire quoi alors ?

7. Cette crainte apparaît sous une forme semblable mais avec des contenus très différents dans le mouvement du Tea Party étasunien dont il sera question plus loin. Comme l'explique Skocpol et Williamson à propos des liens entre les activistes locaux du *Tea Party* et le parti républicain, « endorsements might divide their ranks » (Skocpol et Williamson 2012, 4). Dans ce cadre, on comprend aisément qu'il est difficile de coller les étiquettes politiques conventionnelles sur le mouvement. Mais cela ne revient pas à dire qu'il n'y a aucune unité en son sein. Celle-ci se situe à un autre plan : "A lot of them arrived at their current homes after retirement, and some told us that attending Tea Party meetings was a way to connect with like-minded residents in their new regions" (*idem*, 24).

Jean : (*avec un sourire en coin*) Mais sois bien content que t'as du travail.

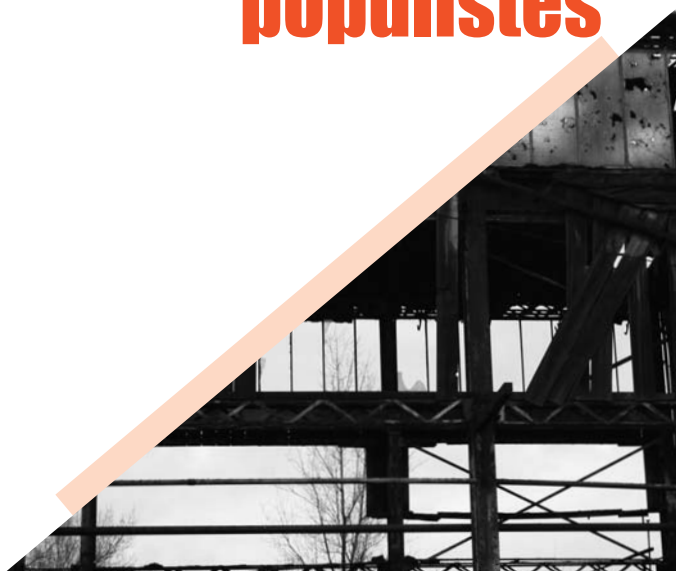
Nicolas (*sérieusement*) : Ça je suis d'accord.

Jean (*toujours le sourire en coin*) : Et un beau salaire de Caterpillar avec des primes !

Bien que les remarques ironiques de Jean puissent éventuellement constituer le fondement d'une dénonciation formelle, il ne faut pas négliger qu'elles entravent également le cheminement vers une critique publique. L'usage d'anti-phrases (« sois bien content », « un beau salaire »,...) met à distance le sens conventionnel de l'expression utilisée. Cette remarque vaut plus généralement pour l'usage de nombreuses figures de styles : la compréhension de celles-ci nécessite de partager un implicite avec l'énonciateur, ce qui les rend particulièrement difficiles à appréhender dès lors qu'elles ne sont pas énoncées dans notre langue maternelle.

En effet, dans l'usine, les abus, irrégularités, malveillances, favoritismes, outrages et autres maux quotidiens pourraient être investis par la critique syndicale en tant que traitements injustes ou inéquitables. Mais, dans les faits, ils sont plutôt investis personnellement par les membres de la communauté qui les partagent sur un ton ironique, dont le caractère subversif ne peut être clairement établi. Chez Caterpillar autant que dans les récits de Michel Durand, une communauté de travail constituée de collègues proches avec qui l'on partage l'espace de travail au quotidien incite au déploiement d'une activité critique qui n'est pas explicitement tournée vers la dénonciation publique mais plutôt orientée vers la communauté de travail. Au cours de l'enquête, je n'ai jamais assisté à des plaidoyers anti-capitalistes mais plutôt à des dialogues usant à profusion de sous-entendus largement inaccessibles à ceux qui n'ont pas l'habitude de cette communauté, et singulièrement aux managers qui ne partagent pas les lieux communs de ces travailleurs. Ils sont tout aussi difficiles d'accès à l'enquêteur qui arrive pour la première fois dans l'atelier et, plus généralement, à celui qui est étranger à cette communauté qui se montre alors très peu hospitalière à l'égard des nouveaux-venus (Stavo-Debaugé, 2018). Cette mention de l'étranger, en bout de course, impose de discerner comment ces critiques populaires peuvent être converties en critiques populistes, lesquelles sont généralement considérées comme étant fondées sur le rejet de l'étranger.

Des critiques populaires aux critiques populistes



La critique populaire, révélatrice des conventions bourgeoises du débat public

Les sociologues s'intéressant aux milieux (Lahire 1993), classes (Schwartz 1990), cultures (Hoggart 1970) ou habitus (Bourdieu 1980) populaires offrent quelques indications sur les modalités de l'expression de ce doute critique s'écartant des modèles de la voix légitime en public, modalités que je proposais ci-dessus de qualifier de "critique populaire". A titre d'exemple, lorsque O. Schwartz, dans *Le monde privé des ouvriers* (1990), s'intéresse au rapport de ceux-ci au politique, il montre comment les formes conventionnelles d'expression de la critique sont mises à distance :

« Il y a d'abord tout le registre des "colères valeureuses", conduites de dignité et d'honneur, *ripostes à une attaque, une injure, une offense, un affront*, et qui visent à réparer l'image de soi compromise par une parole blessante. Au même registre figurent aussi toutes les formes de générosité agonistique, la défense de la veuve et de l'orphelin, l'intervention au premier rang d'un conflit dont on n'est pas soi-même l'objet, *par solidarité de corps avec un frère, un proche, un "copain"*. Que ces conduites soient parfois jouées, dramatisées avec jubilation et distance à soi, ne doit pas nous masquer leur signification sociale essentielle, sur laquelle il convient d'insister : à travers ce mode de *légitimité polémique*, arc-bouté sur le refus de céder et sur la volonté de prouver qu'on résiste, c'est toute une *dignité reconquise par des groupes dominés* qui tend à affirmer ses droits. La fierté ne jouerait pas un rôle si important dans le code de l'honneur des ouvriers du Nord si elle n'était une forme de riposte aux mille et une *humiliations*, petites ou grandes, qui accompagnent le statut d'ouvrier. Le défi est un déni opposé à la sous-reconnaissance. *On répond à toutes les négations subies en niant soi-même encore plus fort*. La colère, cette émotion si fortement valorisée par les acteurs masculins que j'ai rencontrés, est une façon de signifier, dans un monde marqué par les rapports de classe, que celui qui veut la guerre l'aura. Il trouvera à qui parler. A bon entendeur... » (Schwartz 1990, 298-299, les passages en italiques sont soulignés par moi).

Chez Olivier Schwartz, c'est donc essentiellement dans le registre de la colère qu'est pensée l'expressivité politique populaire, laquelle fait venir avec elle une violence physique qui n'est que le reflet de la violence symbolique subie quotidiennement par les classes dominées. L'ouvrier n'aurait rien d'autre à opposer à ces « attaques », « injures », « offenses », « affronts » et autres « humiliations » qu'une force physique dont dépend également son engagement professionnel,

sa force de travail. En prenant attention à ces dynamiques, Schwartz ne peut donc pas les qualifier de dénonciation d'injustices, de critique de l'ordre capitaliste, d'indignation face à l'exploitation dont les ouvriers sont victimes. Au contraire, l'expressivité politique dont Olivier Schwartz rend compte prend radicalement distance avec le registre conventionnel d'expression verbale et policée du doute et du désaccord dans l'espace public idéalisé par Jürgen Habermas dans son *éthique de la discussion* (1992).

Plus généralement, les approches classiques du populaire mettent en avant la portée oppositionnelle de ces expressions à l'égard des formes démocratiques conventionnellement reconnues comme légitimes. C'est en effet également le cas dans le travail de Grignon et Passeron (1989) lorsqu'ils citent quelques « tactiques » permettant aux acteurs dominés de jouer avec les contraintes de la culture dominante et non seulement de la subir passivement (ironie, mauvaise foi, dérision, humour agressif, scepticisme, gouaille...) : « ils font flèche de tous leurs handicaps pour retourner contre ce qui les exclut l'exclusion dont ils sont les victimes » (*idem*, 62). Ces expressions non conventionnelles du doute sont alors opposées analytiquement à une culture bourgeoise dont le populaire dévoile l'illusoire de la domination symbolique.

Dans un tel cadre, les critiques populaires constituent dès lors des formes de résistance politique à une imposition injuste des termes et formes du débat par une élite culturelle. Selon Bourdieu, la domination culturelle impose ses cadres à la critique, y compris la plus radicale. Pour lui, « la prise de conscience politique (...) implique une forme de soumission aux valeurs dominantes et à certains de ses principes sur lesquels la classe dominante fonde sa domination » (Bourdieu 1979, 460). Sous ces auspices, la question de la politisation semble particulièrement délicate à traiter. Elle revient pour les dominants (les formateurs) à « universaliser leurs intérêts particuliers » et, pour les dominés (à former), à « appréhender dans son universalité la particularité de leurs conditions » (*idem*, 509). S'approprier le langage politique pour qualifier la situation des dominés ne permet jamais de rendre compte de ce qui leur importe réellement :

« Le langage dominant détruit, en le discréditant, le discours politique spontané des dominés : il ne leur laisse que le silence ou le *langage emprunté*, dont la logique n'est plus celle de l'usage populaire sans être celle de l'usage savant, langage détraqué, où les "grands mots" ne sont plus là que pour marquer la dignité de l'intention expressive et qui, ne pouvant rien transmettre de vrai, de réel, de "senti", dépossède celui qui le parle de l'expérience même qu'il est censé exprimer » (*idem*, 538).

Dès lors, la résistance populaire face à cette imposition injuste des modalités d'expression par les dominants ne peut se déployer dans le sens d'une contre-argumentation (ce qui reviendrait à se conformer à l'imposition du dominant, à faire usage des conventions qui lui seraient bénéfiques). Selon Bourdieu,

« On peut être en mesure de résister à l'argumentation sans être capable d'argumenter la résistance et moins encore d'en formuler explicitement les principes ; (...) le langage populaire dispose explicitement de ses ressources propres qui ne sont pas celles de l'analyse mais qui en trouvent parfois l'équivalent dans une parabole ou une image (telle celle-ci, dirigée contre la participation des travailleurs aux bénéfices de l'entreprise : "Tu me prêtes ta montre et je te donne l'heure") » (*idem*, 537).

Il ne fait aucun doute que ces critiques populaires parviennent à dévoiler les limites des prétentions universalistes de l'argumentation : elles pointent l'exclusion dont sont victimes les acteurs qui ne parviennent pas à en faire usage de façon convenable. Mais dans les cadres des analyses sociologiques du populaire, il semble que la critique populaire s'attaque au « politiquement correct », à la « langue de bois » et à la « domination rhétorique » sans produire elle-même d'exclusion. Or, la dimension excluante de la politique "bourgeoise" n'est pas propre à ce type de communauté, elle est inhérente à toute communauté politique et à tout travail critique, la critique populaire n'échappant pas à cette règle⁸.

Peut-on réduire les exigences démocratiques à des injonctions arbitraires ?

Les pratiques démocratiques conventionnelles contiennent en elles quelques principes limitatifs qui suscitent l'exclusion d'une part des contributeurs potentiels et rendent parfois difficile le partage par les participants de ce qui leur importe (Charles, 2016). Néanmoins, et au risque d'être taxé de conservateur, il me semble important de ne pas oublier, dans ce mouvement critique, les vertus des pratiques démocratiques conventionnelles. Si elles imposent bien quelques sacrifices, elles comportent également des garanties importantes pour la vie en commun (Thévenot 2011).

Pour traiter d'une question en lien avec le monde du travail, on peut considérer la focalisation des critiques syndicales sur les registres conventionnellement reconnus par le droit social comme une limitation de son activité politique. Mais on ne peut nier son efficacité dans ce cadre : la présence syndicale est un

8. Sur ces questions, voir Stavo-Debaugé (2009) et Berger et Charles (2014).

vecteur de justice au travail. Sans les conventions sur lesquelles elle se fonde, elle ne pourrait mener à bien cette activité importante. Pour autant, on ne doit pas négliger que l'activité syndicale, lorsqu'elle se contente de faire appliquer le droit du travail, porte très peu d'attention aux problèmes des travailleurs n'entrant pas dans ces cadres préétablis. Les personnes portant ces doutes se retrouvent alors parfois esseulées, perdant espoir de fonder une quelconque communauté autour des questions qui leur importent. C'est sans aucun doute dans cette brèche que les formes contemporaines du populisme trouvent un espace de déploiement, prétendant se faire le porte-voix de ceux qui ne parviennent pas à se faire entendre par ailleurs. Nous reviendrons ci-dessous sur les critiques populistes et sur leurs défauts en regard de nos idéaux démocratiques. Ici, contentons-nous de rappeler que si la convention mérite d'être questionnée pour ce qu'elle ne parvient pas à prendre en considération, il ne faut pas pour autant négliger les possibilités qu'elle offre, qui sans elle sont inaccessibles (Thévenot, 1986).

Cette ambivalence tient à ce que L. Thévenot (2011) nomme « les deux faces de l'engagement » : d'un côté la confiance, ce sur quoi on s'est entendu et grâce à quoi on peut fermer les yeux, et de l'autre le doute, ce qui peut apparaître comme un arbitraire et un formalisme. Les sciences sociales et politiques ont tendance à se focaliser sur la face du doute, témoignant par là d'un mouvement de défiance participant à une critique bien souvent nécessaire. Mais cette dynamique tend à se réaliser au détriment d'une analyse fine, d'une compréhension profonde de la première face de la convention, celle par laquelle on se repose sur la convention et le présupposé et qui, tout simplement, supporte notre confiance. Tout travail de qualification pour le commun impose un sacrifice, bien documenté par Thévenot dès son article sur les « investissements de forme » (1986). Mais il autorise également à faire des choses qui, sans cette qualification, étaient impossibles⁹.

Les citations précédentes de l'œuvre de Pierre Bourdieu témoignent d'une dénonciation du caractère institué (ce qui équivaut, dans sa sociologie, à en critiquer les avantages qu'en tirent les dominants) de ce que l'on a coutume d'appeler « politique ». Il propose alors un traitement de la communication langagière populaire systématiquement limité aux effets de domination qui pèsent sur elle. S'il importe de porter attention aux vertus et limites des critiques

9. Cette problématique peut être illustrée par l'établissement de seuil de dangerosité en matière de pollution. Le savant peut, et doit, critiquer le caractère conventionnel de l'établissement d'une limite établie au centième près. Mais il ne doit pas non plus s'engager avec trop de vigueur dans cette critique, faute de quoi il devient socialement désajusté. On ne peut se contenter de dévoiler l'arbitraire qui impose l'exclusion de quelques éléments impropres : il faut aussi voir ce que permet de faire la qualification et particulièrement la confiance qu'elle assure à celui qui s'engage dans l'action. Cette confiance permet une forme de repos qui est indispensable non seulement au maintien de la personne mais aussi de la communauté.

conventionnelles, il faut aussi interroger les possibilités et failles des critiques populaires. Dans le cadre de la sociologie de Bourdieu, les limites de ces critiques populaires en regard de l'idéal démocratique contemporain sont rarement investiguées. Il se contente d'ouvrir les yeux sur les sacrifices imposés par les exigences de l'expression publique d'une critique sans porter attention ni à ses vertus¹⁰, ni aux exigences imposées par les critiques populaires elles-mêmes. Or, de lourdes charges pèsent sur les membres de ces communautés fondées sur les affinités communes, requérant de faire preuve de son attachement personnel aux lieux communs dont il était question ci-dessus, excluant ainsi de fait les étrangers (l'une des caractéristiques propre au nouveau venu étant justement de ne pas partager les lieux communs aux anciens). Si l'ironie dont il a été largement question ci-dessus ouvre bien la voie à la critique, elle en limite dans le même temps la progression : l'accès à son message et à la communauté qui le porte sont limités aux proches, à ceux qui sont capables d'en saisir les références "sous les conventions" (Breviglieri et Stavo-Debauge, 2006). L'importance accordée aux lieux communs dans ces formes de construction de la critique, si elle ouvre la possibilité de l'expression de doutes profondément ancrés dans la proximité, dégénère cependant facilement en un refus pur et simple des étrangers. Si les critiques populaires sont donc difficilement compréhensibles par les étrangers, contrairement aux critiques populistes, elles ne visent pas leur exclusion. La nuance est subtile mais capitale pour nos sociétés démocratiques.

Retour chez Caterpillar

Concrètement, au cours de l'enquête de terrain chez Caterpillar, j'ai remarqué que les ouvriers ironisant à propos du management d'une façon potentiellement compatible avec l'horizon d'une critique (argumentée et justifiée) de l'exploitation capitaliste étaient les mêmes que ceux qui formulaient des critiques anti-démocratiques. Dans l'usine, les remarques ironiques sont à la fois adressées au management et aux étrangers, y compris à Alim, un collègue d'origine turque membre de l'équipe depuis plusieurs années.

10. Sur ces questions, je renvoie aux brillantes analyses qu'a consacrées Joan Stavo-Debauge (2012) au mouvement créationniste : il démontre avec force comment ces derniers instrumentalisent la liberté d'expression à des fins strictement anti-libérales, mettant en danger les principes mêmes de la démocratie. Le respect du principe de sécularité dans l'espace public devrait au contraire nous prémunir de ce risque.

Jean : (*imitant Alim et face à lui*) "Dans mon pays..." (*prenant son propre rôle*) "Ah, vous êtes civilisés chez vous ?"... (s'adressant à moi) C'est une boutade pour dire n'importe quoi ainsi.

Nicolas : bah ouais, c'est pas bien méchant.

Nicolas (*à la suite de l'absence de réaction d'Alim lorsque ses collègues commentent le physique d'une ingénieure passant au loin*) : Il dit rien parce que chez eux les femmes c'est sacré : ça mange tout seul dans la cuisine et ça marche un mètre derrière dans la rue... (*Jean rigole, moi pas...*). Hé, c'est pour rire hein Julien.

On constate dans ces deux situations rapidement décrites ici que certains ouvriers ouvrent la voie à la discrimination en développant des remarques ironiques. Il faut cependant noter qu'ils ne s'engagent pas dans une justification publique du racisme ni dans une argumentation xénophobe. On se trouve plutôt face à une situation proche de celle relatée par Beaud et Pialoux, au cours d'« Un 14-Juillet chez les ouvriers professionnels » (1999, p.378 et sv.). Au cours de cette soirée, un ancien membre du Parti Communiste, ouvrier de l'usine dans laquelle ils mènent alors l'enquête, lance à destination des deux sociologues de nombreuses provocations sur les femmes, les profs, les intellectuels et les étrangers. Beaud et Pialoux y lisent une déception à l'égard de la gauche qui n'a pas tenu ses promesses de campagne et qui ne s'intéresse plus aux ouvriers, préférant des thèmes plus « nobles » et plus « universalistes » : la culture, la pauvreté extrême, le racisme... Les deux sociologues expliquent donc par des raisons strictement limitées au contenu des programmes des partis socialiste et communiste français le report de certaines voix vers le FN, au début des années 1990 (tout en maintenant le vote CGT aux élections sociales). Ils ne portent donc pas attention à ce qui pourrait être commun à ces deux votes, FN et CGT, aux formes de communauté dans lesquelles ces attitudes électorales prennent sens. Dans la section qui vient, en m'appuyant sur les analyses de Laura Centemeri et Tukka Ylä-Anttila, je vais démontrer comment les partis populistes italien et finlandais témoignent d'un attachement aux lieux communs semblable à celui décrit dans les pages qui précèdent à propos d'une équipe d'ouvriers chez Caterpillar et plus généralement des sociologies du populaire.

L'attachement des partis populistes aux lieux communs

Le travail de L. Centemeri porte, entre autres, sur les difficultés à reconnaître les attachements à l'environnement comme source légitime de mise en valeur de celui-ci dans l'espace public (e.a. Centemeri 2011). Cette réflexion lui permet de pointer quelques éléments indiquant que les formes d'appréciation de l'environnement en tant que « lieu », pouvant faire l'objet d'attachements personnels, sont liées au populisme (Centemeri, 2013). Ce qualificatif est en effet fréquemment employé pour disqualifier et délégitimer des attachements qui font problème dans les processus de décision publique.

Plus concrètement, Centemeri montre que l'opposition à l'extension de l'aéroport de Malpensa (Italie) dans une zone reconnue comme une réserve naturelle par l'UNESCO se matérialise essentiellement dans la monstration et le développement d'un attachement particulier à la *Via Gaggio*, un chemin condamné par l'ouverture d'une nouvelle piste. En lieu et place des manifestations sur le site même de l'aéroport, habituelles dans ce genre de conflit, Centemeri observe un investissement massif d'un espace menacé auquel les habitants se montrent et se disent attachés. Les membres du groupe *Viva Via Gaggio* organisent des promenades et différents événements festifs in situ afin de partager avec d'autres leur attachement à ce lieu particulier. Mais ils ne s'y limitent pas et font de ces attachements un point de départ pour des modalités publiquement plus légitimes de mise en valeur de l'environnement. C'est typiquement le cas avec les vidéos mises en ligne sur le site du groupe, dans lesquelles on peut voir différents experts interviewés par l'un des militants sur la *Via Gaggio* elle-même. Le lieu y est à la fois humanisé (la *Via Gaggio* est présentée comme un membre de la famille auquel on est attaché, particulièrement en ces temps où son existence est mise en danger) et fait aussi l'objet d'un investissement plus conventionnel depuis le site de l'expertise de l'interviewé. Durant la campagne électorale locale de 2011, *Beppe Grillo*, leader du Mouvement Cinq Étoiles, a rencontré les membres de *Viva Via Gaggio*, leur a apporté son soutien et a publicisé leur cause sur son blog personnel. Le *MoVimento 5 Stelle* est le premier mouvement politique à s'être opposé ouvertement au projet d'extension de l'aéroport, en se fondant non seulement sur une suspicion de corruption qui entourait ce dossier mais aussi sur la reconnaissance de la légitimité de l'attachement au lieu, au terroir, au territoire.

C'est également ce que montre T. Ylä-Anttila (2017) à propos du parti *Perussuomalaiset* (*Les vrais finlandais*). En Finlande, l'espace public est généralement considéré comme étant largement consensuel et technicisé (e.a. Luhtakallio 2010), ce qui participe à une forme d'apathie populaire à l'égard du politique : face aux politiciens professionnels, bureaucrates et autres experts,

les formes de doutes ancrées dans des engagements moins légitimes publiquement n'ont pas voix au chapitre. Le Parti des Vrais Finlandais, au contraire, tend à valoriser les vertus de l'homme ordinaire, jusque dans le nom même du parti (*perus* se rapportant, en finnois, au caractère simple et basique d'une chose, *suomalaiset* signifiant finlandais). Celui-ci indique une opposition à la professionnalisation des élites politiques et constitue un appel à penser la politique en référence au sens commun populaire, ce que les prises de positions publiques de ses membres tendent à confirmer.

En 2011, un quotidien finlandais a mis en ligne un programme de conseil électoral. Tukka Ylä-Anttila (2017) a porté une attention particulière aux réponses apportées à la question suivante, incluse dans cette application : "Est-ce que *Suvivirsi* devrait être chanté dans les écoles à l'occasion des célébrations du printemps?". *Suvivirsi* (littéralement "hymne d'été") est un chant traditionnel finlandais, communément entonné par les élèves avant le début des vacances scolaires. Les paroles sont indéniablement marquées par un héritage chrétien : elles abordent la gratitude et la reconnaissance du travail divin dans le réveil de la nature au sortir de l'hiver. C'est pour cette raison que, peu avant les élections de 2011, elles ont fait l'objet de critiques de la part des défenseurs du multiculturalisme et de la laïcité scolaire. D'autres ont défendu que le contenu religieux de la chanson n'était pas important en soi, que le chant devait donc être considéré comme symbole de l'arrivée du printemps et que, à ce titre, cette pratique devait donc être maintenue¹¹. Un dernier ensemble d'acteurs affirme que, la majorité des finlandais étant membres d'églises chrétiennes, la référence religieuse dans le cadre scolaire doit être défendue en tant que telle. Penchons-nous maintenant, avec Ylä-Anttila, sur les réponses des candidats aux élections finlandaises à cette question concernant le chant *Suvivirsi*.

Dans leurs réponses au questionnaire, de nombreux candidats issus de différents partis valorisent la chanson dans sa symbolique émotionnelle : enfants, ils ont eux-mêmes entonné cette chanson. Elle permet de poursuivre cette habitude commune autour de laquelle se constitue une forme de proximité élargie. Dans un tel cadre, il semble inadéquat de se référer uniquement au contenu textuel de la chanson pour saisir le sens de cette pratique. Ce type d'analyse lexicale impose en effet une lecture détachée des appropriations et investissements personnels du chant. Comme le suggère Tukka Ylä-Anttila, la pratique de ce chant gagne donc à être comprise comme expression d'un attachement à une pratique de longue date dont le sens réside principalement dans le rappel de l'émotion ressentie lorsque la personne y participait elle-même.

11. C'est d'ailleurs dans cette acception que le chant semble être principalement reconnu par les collègues sociologues finlandais qui se sont lancés dans une interprétation du chant au beau milieu du séminaire durant lequel le travail de Tukka Ylä-Anttila était discuté et auquel j'ai assisté.

Cette référence à l'émotion du partage du « lieu commun » que constitue la pratique de ce chant est particulièrement présente chez les candidats issus du *Parti des Vrais Finlandais*. Chez eux, cette émotion était parfois ravivée à la simple lecture de la question, certains en ayant transcrit dans leur réponse à la question les premières strophes du chant, et partagé avec les électeurs potentiels la description de la larme qui leur coulait alors sur la joue. Reconnaître l'attachement à cette pratique permet de comprendre que ces répondants souhaitent offrir à leurs enfants la possibilité de ressentir ces mêmes émotions sincères partagées avec une large communauté. Mais il nous faut alors noter que, comme dans les cas précédemment évoqués, la possibilité de faire référence à cet attachement familial nécessite d'avoir vécu cette expérience. Ce qui exclut de fait les nouveaux venus et, plus généralement, ceux qui ne partagent pas cette tranche d'histoire à la fois nationale et personnelle (dans ce cas particulier, ne pas avoir été scolarisés en Finlande dès la prime enfance constitue un critère d'exclusion).

A partir de ces analyses proposées par T. Ylä-Anttila et L. Centemeri, on peut considérer le populisme comme une politique de l'attachement à des pratiques partagées et investies personnellement. Les critiques fondées sur cette conception du politique ne peuvent dès lors pas se déployer dans des argumentaires exprimés au cours de processus de délibération, lesquels tendent à dénaturer ces attachements en leur imposant de se présenter comme des arguments justifiés.

La face sombre du populisme : le refus des charges du public

Il faut ajouter à cette lecture particulièrement bienveillante du populisme que l'une de ses dimensions constitutives tient au refus systématique de l'enquête, laquelle est constitutive du public démocratique selon le philosophe et pédagogue américain John Dewey (1927)¹². Le populisme promeut un sens commun (ou « bon sens »), qui est aussi un sens particulier du commun, auquel l'action politique doit se conformer. Le politologue français Guy Herment ne dit pas autre chose :

12. Pour une présentation détaillée de cette pensée, voir une étude précédente du CESEP (Charles, 2015).

« Le populisme ne se cherche pas d'interlocuteur en dehors de son public – d'auditeurs – qu'il veut envoûter. (...). De manière plus extrême, cette hostilité s'étend même au travail scientifique, perçu comme une activité dont l'utilité échappe aux catégories populaires qui sont seules à détenir la vérité sanctionnée par le sens commun plutôt que par les arguties des savants » (Hermet 2001, 72).

Malgré le caractère inquiétant de cette affirmation, il faut essayer de comprendre où se loge ce refus de l'enquête. Il me semble résider dans la difficulté à transformer un trouble personnel en problème public, cette dynamique faisant peser sur les épaules des personnes concernées des charges parfois trop lourdes à porter (Charles, 2012b).

Pour éviter aux citoyens d'avoir à supporter ce poids, le populisme prétend raccourcir ce cheminement et faire place à des troubles personnels dans la communauté. Autrement dit, « le mythe d'une démocratie sortant tout armée de la volonté populaire est – il faut bien le dire – profondément ancré dans les mentalités, et pas seulement celles des leaders populistes » (Mény et Surel 2000, 59). Et Hermet abonde dans le même sens : « les populistes ambitionnent d'incarner le peuple, tandis que les démocrates veulent l'abstraire dans une représentation collective passablement anonyme » (Hermet 2001, 47). Ainsi, lorsque les populistes jouent le jeu de la compétition électorale, c'est en défendant une définition de la représentation comme homologie ou, a minima, comme ressemblance (laquelle peut être géographique, sociale, culturelle, voire physique). Dans cette optique, la légitimité d'une assemblée tient plus à sa composition qu'à ses activités. Le « représentant » (le leader populiste) prétend alors « incarner sans médiation les aspirations de l'opinion » (Mény et Surel 2000, 117).

On retrouve dans cette incapacité du populisme à prendre distance le calque de l'attachement populaire aux lieux communs. Cette dynamique se trouve illustrée brillamment par les membres du *Tea Party*. Skocpol et Williamson (2012) proposent de les considérer comme des « fondamentalistes historiques », au sens où ils se réfèrent à la Constitution américaine et à la Déclaration d'Indépendance au pied de la lettre. Ils refusent de donner sens à ces textes en référence au contexte contemporain. Le sens historique et directement accessible par les textes doit se suffire à lui-même. Nul besoin d'un recours aux compétences professionnelles d'un juriste et encore moins d'un théoricien du droit (qu'il soit philosophe, historien ou sociologue). C'est ce qui explique, selon Skocpol et Williamson, qu'une quantité considérable de faits énoncés par les Tea Partiers sont tout simplement faux (qu'il s'agisse de l'histoire personnelle d'Obama, des incapacités des nouveaux migrants à s'intégrer, des changements climatiques ou d'autres choses). Ce défaut d'exactitude, que le Président Trump perpétue aujourd'hui de façon particulièrement inquiétante, conduit en outre à des prises de position publiques tout simplement inadmissibles en

démocratie, faisant souvent implicitement et parfois explicitement l'apologie du racisme. Aucun contre-argument rationnel n'est recevable dans ce cadre où c'est la forme même de l'argumentation rationnelle qui est discréditée, voire dénoncée, en recourant parfois au même vocabulaire que celui de la sociologie de Bourdieu autour du caractère illusoire et arbitraire des prétendues pratiques démocratiques. Se voulant plus démocratiques que les autres¹³, les populistes prétendent être capables d'entretenir une relation directe avec le peuple. Mais contrairement à ce qu'ils soutiennent, les populistes n'hésitent pas à faire peser de lourdes exigences sur ce peuple, instaurant dès lors d'autres formes de médiation : il est ici requis des membres de la communauté de faire preuve de leur attachement aux lieux communs stabilisés par les leaders populistes.

Ceci étant dit, il importe également de reconnaître que certaines formes de populisme ouvrent la voie à la communication (au sens étymologique de mise en commun) de biens et de maux plus divers que ceux généralement reconnus comme convenables dans l'espace public. Ils contestent sa prétention d'ouverture en se référant à des éléments interdits, ils ouvrent la voie vers la politisation d'objets généralement négligés dans l'espace public et défient par là le « politiquement correct ». C'est là un point que reconnaissent certains analystes du populisme lorsqu'ils affirment que la stratégie populiste se déploie « en misant tant sur le style fracassant du leader qui la sert qu'en introduisant par effraction dans le débat public des thèmes refoulés jusqu'alors de l'agenda du gouvernement et des partis orthodoxes » (Hermet 2001, 60).

13. Collovad avance un argumentaire convaincant pour contrer cette prétention démocratique du populisme : « Que le FN fasse désormais figure de parti "trop démocratique", dangereux parce qu'il voudrait redonner "trop de place au peuple", alors même que tout démontre sa nature antidémocratique et "antipopulaire", n'est qu'une illustration de la mystification dont les mots sont capables quand ils ont été détachés de toute réalité pour être mis au service d'une entreprise cherchant à transformer le monde afin de restaurer les modes les plus éculés de domination » (2004, 231).

Conclusion intermédiaire

Critique populaire, critique populiste et provocation

Parce qu'elles ne s'imposent pas le sérieux de l'argumentation et de l'enquête, les critiques populaires partagent une caractéristique importante de ce que Breviglieri (2007a; 2007b) décrit comme l'un des traits propres à l'adolescence : la communication provoquante et turbulente. Ces deux qualificatifs sont par ailleurs particulièrement adéquats pour qualifier une part importante des attitudes publiques des leaders populistes. « Les partis populistes qui, au moins initialement, ne peuvent espérer accéder au pouvoir jouent sur le registre de la provocation. (...) Le message vise alors à choquer, à ébranler : jeux de mots douteux, attaques personnelles, évocations suspectes, images troubles, vulgarité affichée contribuent à démarquer le discours et les acteurs politiques "populistes" » (Mény et Surel 2000, 121). Les propos de Breviglieri permettent d'aller un pas plus loin dans la compréhension de cette dynamique de provocation :

« Il y a certes, à travers la provocation, quelque chose qui touche au refus du sérieux et d'une forme trop sévère de responsabilité, mais il y aussi quelque chose de plus fondamental et qui provient d'un désir de manifester avec un certain retentissement une différence ou une rupture, donc d'éprouver le domaine public à la limite de ce qu'il est censé contenir et produire. Les formes de la provocation, chez les adolescents, ont bien souvent deux choses en vue : émousser les arêtes conventionnelles du domaine public et limiter la souveraineté de l'adulte en cherchant à déstabiliser son autorité naturelle » (Breviglieri 2010).

Cette forme de mise en doute que Breviglieri attribue à l'adolescence partage avec la critique populaire un usage non-stratégique et non-rigidifié de la mise en commun des lieux auxquels on s'attache. Mais au contraire des nouveaux venus dans l'arène publique, le leader populiste en fait un usage tout à fait stratégique, d'autant plus qu'il ne partage que rarement ledit environnement familial. Ceci dit, comme le remarque aussi la sociologie de Bourdieu, ces formes de provocation partagent une tendance à indiquer les limites des critiques conventionnelles, qui peuvent parfois devenir conservatrices. Des exigences particulières pèsent sur les personnes qui ne sont pas toutes en mesure d'y faire face. Ce qui invite à explorer des nouvelles voies de communication et de constitution du commun. Ce parallélisme impose de porter plus en avant la réflexion sur la protection, l'indulgence et la tolérance dont ces fauteurs de troubles sont en droit, ou non, de bénéficier (ou non, ces derniers ne pouvant être reconnus infiniment comme nouveaux venus dans l'espace public politique).

Ouvertures

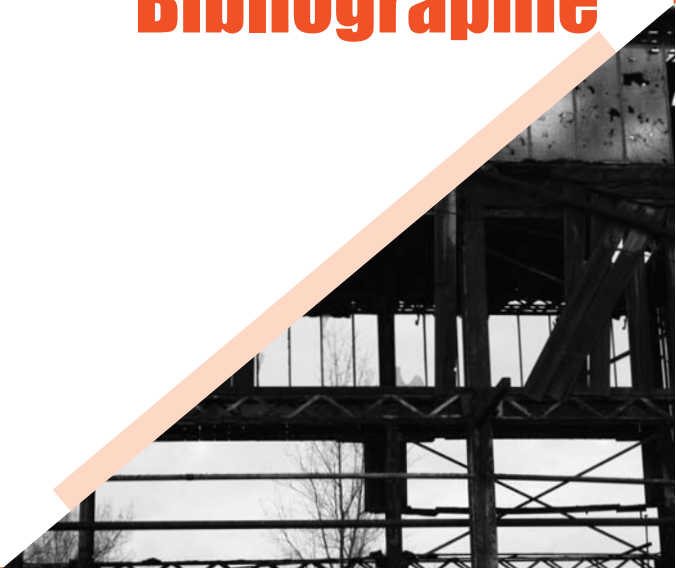


Dans l'usine Caterpillar, j'ai pu observer des formes d'expression de l'opposition et du doute hors des enceintes instituées de la participation qui contrastaient à la fois avec les attentes managériales et l'argumentaire syndical. L'expression publique d'un doute impose de se conformer à de lourdes exigences de formalisation et de détachement, de clarification des fondements et de preuves. Au contraire, les formes populaires de la critique reposent sur des expressions implicites fondées sur la connivence. Par là, elles entravent le débat démocratique et font potentiellement place à quelques promotions publiques vicieuses de l'attachement personnel à des lieux. Lorsque ces derniers excluent systématiquement l'étranger et qu'ils sont réifiés, lorsque toute dynamique d'enquête est refusée, on peut alors clairement pointer leur dangerosité politique.

Cette analyse n'a pu se réaliser qu'en acceptant, dans un premier temps, de ne pas se soucier uniquement de ceux qui ont rigidifié l'attachement à des lieux communs dans des convictions de type nationaliste, dans des tentatives d'argumentation et de justification qui peuvent, pour leur part, être clairement qualifiées de racistes. Il s'agissait plutôt de comprendre une modalité moins inquiétante d'attachement aux lieux communs qui, si elle ne trouve aucun espace dans lequel s'exprimer légitimement, peut servir les causes réactionnaires et anti-démocratiques. Confondre l'un et l'autre, c'est s'empêcher de comprendre ce que manquent et ce qui manque à nos démocraties. Et cela concourt, d'un point de vue politique, à un potentiel renforcement de l'attractivité du populisme.

Tout comme un enseignant joue et se joue des erreurs de ses élèves pour leur apprendre à raisonner de façon autonome, une politique populaire démocratique doit jouer et se jouer, « à son seuil » (Berger et Charles, 2014), des frontières entre l'acceptable et l'inacceptable, le dicible et l'indicible, la convention et l'exception. C'est ainsi qu'elle parviendra à rendre audible comme discours ce qui était jusqu'alors perçu comme du bruit, à produire de l'égalité là où se jouaient des processus arbitraires de domination (Rancière, 1995). Mais il nous faut aussi chercher à rendre ces exigences à la fois légitimes et accessibles. Il faut donc, systématiquement, se poser cette question : comment soutenir et consolider les capacités individuelles à prendre part, mais aussi et surtout les organisations et les institutions qui permettent l'exercice concret de nos responsabilités collectives ? Passer cette question sous silence revient à réduire certains citoyens au silence, à renforcer les inégalités plutôt qu'à les éradiquer.

Bibliographie



Beaud, Stéphane, et Michel Pialoux. 1999. *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*. Paris: FayardBerger, Mathieu, et Julien Charles. 2014. « Persona non grata. Au seuil de la participation ». *Participations* 9, no 2 : 5 36.

Boltanski, Luc. 1984. « La dénonciation ». *Actes de la recherche en sciences sociales* 51, no 51 : 3 40.

Boltanski, Luc, et Laurent Thévenot. 1991. *De la justification. Les économies de la grandeur*. Paris: Gallimard.

Bouquin, Stephen. 2011. « La question des résistances au travail dans la sociologie du travail française ». *Actuel Marx* n° 49, no 1 : 60 72.

Bourdieu, Pierre. 1979. *La distinction. Critique sociale du jugement*. Les Editions de Minuit. Paris.

———. 1980. *Le sens pratique*. Editions de Minuit. Paris.

———. 1983. « Vous avez dit “ populaire ” ? » *Actes de la recherche en sciences sociales* 46 (1): 98–105.

Breviglieri, Marc. 2007a. « L’arc expérientiel de l’adolescence: esquive, combine, embrouille, carapace et étincelle ». *Education et Sociétés* 1, no 19 : 99–113.

———. 2007b. « Ouvrir le monde en personne. Une anthropologie des adolescences ». In *Adolescences méditerranéennes : l’espace public à petits pas*, édité par Marc Breviglieri et Vincenzo Cichelli, 19 59. Paris: L’Harmattan.

———. 2010. « La provocation ou l’adolescence comme manière de vivre. Une réflexion sur la fragile souveraineté de l’adulte ». In *La jeunesse n’est plus ce qu’elle était*, édité par Jacques Hamel, Catherine Pugeault-Cicchelli, Olivier Galland, et Vincenzo Cichelli, Presses Universitaires de Rennes, 377 387. Rennes.

Breviglieri, Marc, et Joan Stavo-Debaugé. 2006. « Sous les conventions. Accompagnement social à l’insertion : entre sollicitude et sollicitation ». In *L’économie des conventions. Méthodes et résultats*, édité par François Eymard-Duvernay, 129–144. Paris: La Découverte.

Centemeri, Laura. 2011. « Retour à Seveso. La complexité morale et politique du dommage à l’environnement ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 1 (66) : 213 240.

———. 2013. « Valuing the environment as a place of attachments : populism and the opposition to the Malpensa airport expansion (Italy) » présenté à Workshop HEPO : Changing political engagements: populism, participation and social media, University of Tampere.

- Charles, Julien. 2012a. « Une participation éprouvante. Enquêtes sur l'auto-gestion, le management participatif, la participation citoyenne et l'empowerment ». Thèse de doctorat en sciences sociales et politiques, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales / Université de Louvain.
- . 2012b. « Les charges de la participation ». *SociologieS [En ligne]*. <http://sociologies.revues.org/4151>.
- . 2012c. Charles, Julien. « Inégalités d'accès et d'adhésion au passé dans une maison médicale autogérée ». *Revue de l'Institut de Sociologie*, 55 71.
- Charles, Julien. 2016. *La participation en actes. Entreprise, ville, association*. Paris: Desclée de Brouwer.
- Collovald, Annie. 2004. *Le populisme du FN: un dangereux contresens*. Bellecombe-en-Bauge: Editions du Croquant.
- Corouge, Christian, et Michel Pialoux. 2011. *Résister à la chaîne. Dialogue entre un ouvrier de Peugeot et un sociologue*. Marseille: Agone.
- Dewey, John. 1927. *Le public et ses problèmes*. ed. fr. 2003. Pau: Farrago.
- Dardot, Pierre, et Christian Laval. 2016. *Ce cauchemar qui n'en finit pas. Comment le néolibéralisme défait la démocratie*. Paris: La Découverte.
- Durand, Marcel. 2006. *Grain de sable sous le capot. Résistance & contre-culture ouvrière : les chaînes de montage de Peugeot (1972-2003)*. ed. or. 1990. Marseille: Agone.
- Erickson, Christopher L., et Daniel J. B. Mitchell. 2007. « Les nouveaux marchés du travail: monopsonie et faiblesse syndicale ». *Revue internationale du Travail* 146, no 3 4 : 179–206.
- Ferreras, Isabelle. *Critique politique du travail. Travailler à l'heure de la société des services*. Paris: Les Presses de Science Po, 2007.
- Grignon, Claude, et Jean-Claude Passeron. 1989. *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*. Gallimard - Seuil. Paris.
- Habermas, Jurgen. 1992. *De l'éthique de la discussion*. Ed. or. 1970. Paris : Editions du Cerf, 1992.
- Hermet, Guy. 2001. *Les Populismes dans le monde. Une histoire sociologique (XIXe-XXe siècle)*. Fayard. Paris.

Hoggart, Richard. 1970. *La culture du pauvre. Etude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*. Paris: Editions de minuit.

Jakobson, Roman. 1963 et 1973. *Essais de linguistique générale* (vol. I et II). Paris, Minuit.

Laclau, Ernesto. 2005. *La raison populiste*. Paris: Seuil.

Lahire, Bernard. 1993. *La raison des plus faibles. Rapport au travail, écritures domestiques et lectures em milieux populaires*. Lille: Presses Universitaires de Lille.

Luhtakallio, Eeva. 2010. « Local Politicizations. A Comparison of Finns and French Practicing Democracy ». Helsinki: University of Helsinki.

Mead, George H. 1934. *Mind, self and society*. Chicago: University of Chicago Press.

Mény, Yves, et Yves Surel. 2000. *Par le peuple, pour le peuple: le populisme et les démocraties*. Fayard. Paris.

Pinçon, Michel, et Monique Pinçon-Charlot. 2009. *Sociologie de la bourgeoisie*. La découverte.

Pinçon, Michel et Pinçon-Charlot, Monique. 2011. "Parade de l'oligarchie à Saint-Germain-des-Prés", *Le Monde diplomatique*, pp.22-23

Rancière, Jacques. 1995. *La Méésentente. Politique et philosophie*. Paris : Galilée.

Renou, Gildas. 2012. « Dynamogénie de l'action collective contestataire. Logiques d'institution et arts de composition dans une organisation syndicale contemporaine ». Thèse pour le doctorat en science politique, Rennes: Université Rennes 1.

Sennett, Richard. 2010. *Ce que sait la main. La culture de l'artisanat*. Paris : Albin Michel.

Schwartz, Olivier. 1990. *Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*. Presses Universitaires de France. Paris.

Skocpol, Theda, et Vanessa Williamson. 2012. *The Tea Party and the Remaking of Republican Conservatism*. Oxford: Oxford University Press.

Stavo-Debauge, Joan. 2009. « Venir à la communauté. Une sociologie de l'hospitalité et de l'appartenance ». Thèse pour le doctorat de sociologie, Paris : Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.

———. 2010. « Dé-figurer la communauté ? Hantises et impasses de la pensée (politique) de Jean-Luc Nancy ». In *Qu'est-ce qu'un collectif ? Du commun à la politique*, édité par Laurence Kaufmann et Dany Trom, 137-172. Raisons pratiques 20. Paris: Editions de l'EHESS.

———. 2012. « Des "événements" difficiles à encaisser. Un pragmatisme pessimiste ». In *L'expérience des problèmes publics*, by Daniel Céfaï et Cédric Terzi. Raisons Pratiques 22. Paris: Editions de l'EHESS.

Stavo-Debauge, Joan. 2012. *Le loup dans la bergerie. Le libéralisme politique en proie au fondamentalisme et au créationnisme*. Genève: Labor & Fidès.

Stavo-Debauge, Joan. 2018. *Qu'est-ce que l'hospitalité ? Recevoir l'étranger à la communauté*. Montréal: Liber.

Thévenot, Laurent. 1986. « Les investissements de forme ». In *Conventions économiques*, édité par Laurent Thévenot, 21–71. Paris: Presses Universitaires de France.

———. 2011. « Grand résumé de L'Action au pluriel ». *SociologieS*. <http://sociologies.revues.org/index3572.html>.

———. 2015. "Making commonality in the plural, on the basis of binding engagements", in Dumouchel Paul and Gotoh Reiko (eds.), *Social Bonds as Freedom: Revising the Dichotomy of the Universal and the Particular*, New York, Berghahn, pp. 82-108.

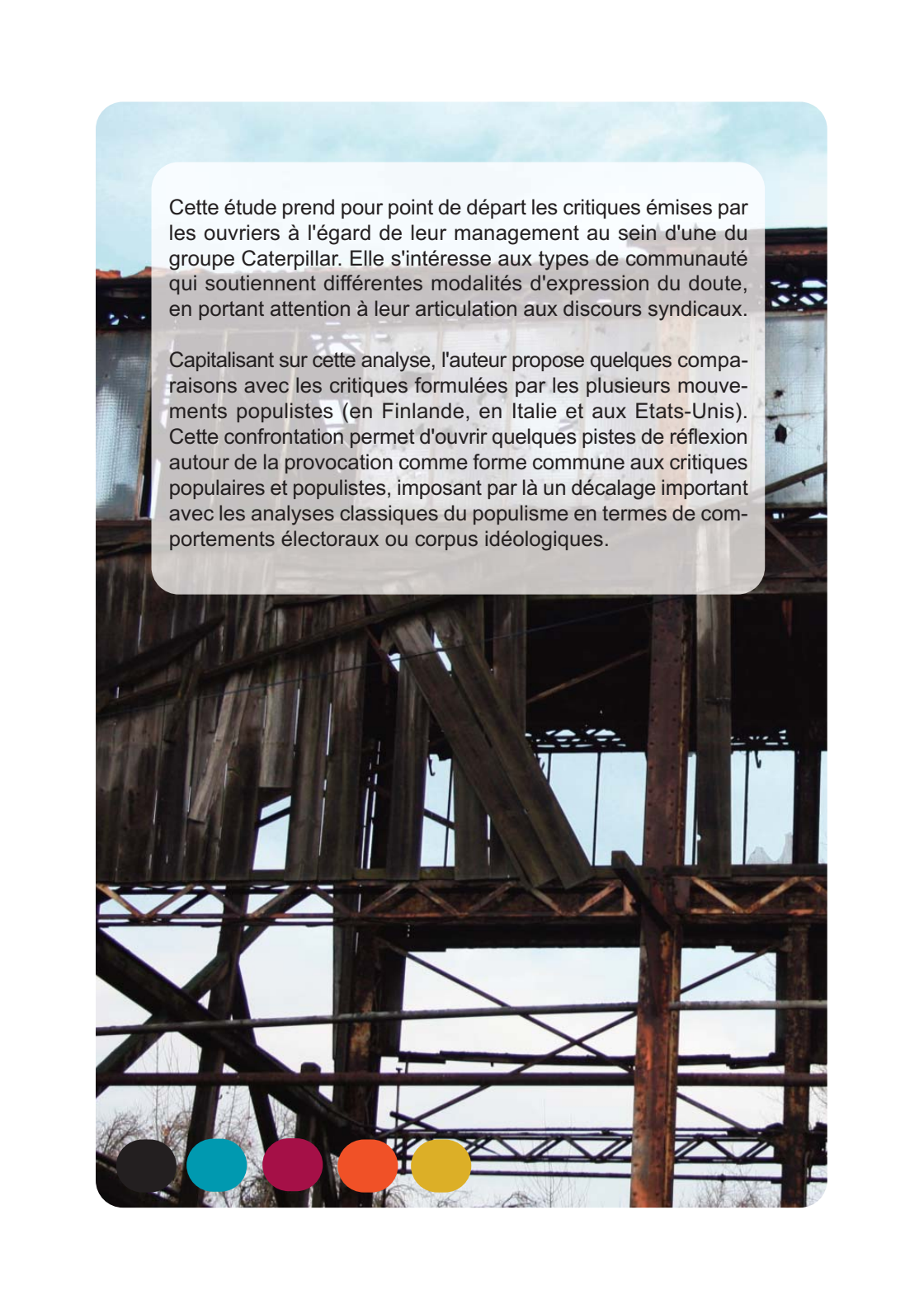
Thévenot, Laurent et Nina Kareva, 2018, "Le pain merveilleux de l'hospitalité. Malentendus éclairant les constructions du commun", *SociologieS*, (à paraître).

Ylä-Anttila, Tuukka. 2017. « Familiarity as a Tool of Populism: Political Appropriation of Shared Experiences and the Case of Suvivirsi ». *Acta Sociologica* 60, no 4 : 342-57.

Le CESEP...

Le CESEP est une organisation reconnue d'Education permanente et d'Insertion Socioprofessionnelle. Il est un opérateur du Plan Mobilisateur des Technologies de l'Information et de la Communication (PMTIC). Organisation progressiste qui adhère aux valeurs démocratiques, le CESEP a pour mission de faciliter l'exercice de la citoyenneté et de l'action collective.

Le rôle de citoyen implique de réactualiser en permanence ses connaissances et compétences et d'en acquérir de nouvelles pour comprendre les enjeux de la société dans laquelle nous vivons et d'être en capacité d'y jouer un rôle actif. Cela se fait au travers de différentes actions : la formation des travailleurs du secteur associatif et non-marchand, et plus particulièrement du secteur socio-culturel et social, la formation des demandeurs d'emploi, l'accompagnement de projet, la consultance, la production d'outils d'analyse et d'études, la lutte contre la fracture numérique, la promotion des logiciels libres. Dans ce cadre, le CESEP participe activement à différents projets européens et transnationaux. Il est soutenu dans son action par la Région wallonne, la Fédération Wallonie Bruxelles, l'Union européenne et la province du Brabant wallon.



Cette étude prend pour point de départ les critiques émises par les ouvriers à l'égard de leur management au sein d'une du groupe Caterpillar. Elle s'intéresse aux types de communauté qui soutiennent différentes modalités d'expression du doute, en portant attention à leur articulation aux discours syndicaux.

Capitalisant sur cette analyse, l'auteur propose quelques comparaisons avec les critiques formulées par les plusieurs mouvements populistes (en Finlande, en Italie et aux Etats-Unis). Cette confrontation permet d'ouvrir quelques pistes de réflexion autour de la provocation comme forme commune aux critiques populaires et populistes, imposant par là un décalage important avec les analyses classiques du populisme en termes de comportements électoraux ou corpus idéologiques.

